

## Grande-Bretagne : Socialisme pour les riches, Capitalisme pour les autres. (The Guardian)

2 septembre 2014



Owen JONES

Qui sont les véritables profiteurs ? Les libre-échangistes dénoncent le « trop de gouvernement » et pourtant la City (*place financière de Londres - NdT*) et le *big business* profitent énormément de l'Etat – depuis les plans de sauvetage jusqu'aux milliards gagnés lors des privatisations. Le socialisme existe bel et bien en Grande-Bretagne – mais seulement pour les riches.

Le socialisme existe en Grande-Bretagne, mais seulement pour les riches : les règles du capitalisme ne s'appliquent qu'au reste d'entre nous. La classe dominante moderne, bien sûr, a horreur de l'État. L'Etat est présenté comme un obstacle à l'innovation, un destructeur d'initiatives, un monolithe qu'il faut attaquer pour permettre à la libre entreprise de s'épanouir. « *Je pense que des gouvernements plus réduits, avec plus de liberté pour les entreprises d'exister et de fonctionner - c'est le genre de direction qui me convient* », dit Simon Walker, le directeur de l'*Institute of Directors*. Pour lui, l'Etat doit se résumer au « *fonctionnement d'un gouvernement réduit au maintien de l'ordre, à garantir l'exécution des contrats* ». Les politiciens traditionnels ne parlent généralement pas en termes aussi crus, mais lorsque le vice-Premier ministre Nick Clegg exige « *une alternative libérale à la politique discréditée de big government* », la référence est évidente.

Et pourtant, lorsque le système financier est entré en crise en 2008, on ne s'attendait pas à le voir tenir encore debout, ni à s'en sortir par le haut et à bon compte. Au lieu de cela, il fut sauvé par l'Etat, devenant ainsi le principal bénéficiaire d'aides de toute la Grande-Bretagne. Plus de £1000 milliards de fonds publics ont été déversés dans les banques après l'effondrement financier. Le plan d'urgence fut accordé pratiquement sans conditions imposées par le gouvernement et avec peu de comptes à rendre. « *L'envie de punir tous les banquiers est allée suffisamment loin* », a déclaré un article du *Financial Times* six mois seulement après le début de la crise. Si le gouvernement a eu un jour une telle « envie », il ne l'a jamais montrée. En 2012, 2714 banquiers britanniques ont été payés plus de €1 million - 12 fois plus que dans n'importe quel autre pays de l'UE. Lorsque l'UE a dévoilé des propositions en 2012 pour limiter les bonus à un ou deux ans de salaire avec l'accord des actionnaires, la colère a submergé la City. Heureusement, les amis haut placés étaient là pour sauver leurs bonus. Aux frais des contribuables britanniques, le Trésor est allé devant la Cour européenne pour contester ces propositions. L'ensemble du gouvernement britannique s'est révélé, et ce n'est pas la première fois, n'être qu'un lobby géant au service de la City de Londres. Entre 2011 et 2013, les prêts bancaires ont chuté dans plus de 80% des 120 zones postales britanniques, participant ainsi à l'étouffement de la reprise économique. Les banques ont peut-être bénéficié d'aides d'État pour un montant sans précédent mais leur comportement s'est simplement empiré – sans aucune représailles.

Cela contraste avec le sort des chômeurs, y compris ceux qui ont perdu leur emploi à la suite des actions des banquiers renfloués. Dans le programme d'austérité qui a suivi la crise financière, les aides de l'Etat à ceux d'en bas furent réduites. Les aides qui subsistent sont assorties de conditions drastiques. Les « sanctions de

prestations » sont des suspensions temporaires de prestations, souvent pour les raisons les plus fausses ou arbitraires. Selon les chiffres du gouvernement, 860.000 demandeurs de prestations ont été sanctionnés entre Juin 2012 et Juin 2013, soit un bond de 360 000 en un an. Selon *Trussell Trust*, le plus grand fournisseur des banques alimentaires, plus de la moitié des bénéficiaires sont tributaires de l'aide en raison de coupures ou des sanctions de leurs prestations.

Glyn, un ancien technicien du gaz de Manchester, fut sanctionné trois semaines avant Noël 2013, et n'a pas reçu d'argent. Il avait manqué un jour de pointage parce qu'il avait rendez-vous pour un emploi chez Seetec, une des principales agences privées d'aide au retour à l'emploi qui travaille pour le gouvernement. Ensuite, il y a Sandra, une handicapée de Glasgow qui vit avec sa fille. Elle a reçu un formulaire lui demandant de déclarer si elle vivait avec quelqu'un ; pensant qu'on lui demandait si elle vivait avec un partenaire, elle a répondu « non », et fut ensuite convoquée pour un « entretien de conformité ». Parce que sa fille n'était pas dans l'enseignement à temps plein, Sandra fut dépouillée de son allocation d'invalidité de £50 par semaine. Alors que l'élite financière peut compter sur l'état pour voler à son secours, ceux qui ont souffert à cause de leur cupidité subissent les effets du laisser-faire. C'est le socialisme pour les riches et le capitalisme marche-ou-crève - et aussi les banques alimentaires - pour les pauvres.

Les socialisme pour les riches se manifeste de différentes façons. En 2004, les sociétés ont affiché des profits records, et pourtant les salaires de leurs travailleurs ont commencé à stagner et même – pour le tiers inférieur de l'échelle des revenus - à baisser. Pour garantir à ces travailleurs sous-payés un niveau de vie suffisant, ces derniers reçoivent des crédits d'impôt pour « compléter » leur salaire net - subventionnés, bien sûr, par les contribuables. En 2009-10, par exemple, le gouvernement a dépensé £27,3 milliards en crédits d'impôt. Entre 2003-4 et 2010-11, pas moins de £176,64 milliards ont été dépensés pour eux. A présent, des millions de travailleurs qui vivraient dans la misère noire dépendent de ces crédits d'impôt. Mais cela n'enlève rien au fait que ces sommes sont, en réalité, des subventions aux patrons pour les bas salaires. Les employeurs embauchent des travailleurs sans leur verser une salaire qui leur permet de vivre décemment, et laissent à l'Etat le soin de pourvoir à leur main-d'œuvre sous-payée.

Le même principe s'applique aux £24 milliards dépensés en allocations logement. En 2002, 100 000 locataires du secteur privé à Londres ont été contraints de demander l'aide au logement pour payer leurs loyers ; avant la fin du premier mandat du *New Labour*, la hausse des loyers avaient provoqué une hausse des demandeurs à 250.000. D'une part, c'était le symptôme de l'incapacité des gouvernements successifs à fournir des logements sociaux abordables. Alors que les locataires sont poussé vers le secteur locatif privé plus cher, l'allocation logement agit comme une subvention aux loyers plus élevés des propriétaires privés. Mais l'allocation logement n'est qu'une subvention supplémentaire pour les bas salaires. Selon une étude réalisée par la *Building and Social Housing Fondation* en 2012, plus de neuf nouvelles demandes d'allocations sur 10 au cours des deux premières années du gouvernement de coalition n'étaient pas déposées par des chômeurs mais par des ménages salariés. Bon nombre de ces demandeurs sont des travailleurs dont le salaire est si bas qu'ils ne peuvent tout simplement pas se permettre les loyers exorbitants qui sont souvent demandés par les propriétaires privés. A l'instar des propriétaires privés, les entreprises qui offrent des logements privés ont été subventionnés par l'allocation logement, certains recevant chaque année plus de £1 million d'argent des contribuables, comme Grainger Residential Management et Caridon Property..

Un de ces propriétaires privés est le député conservateur Richard Benyon, un des parlementaires les plus riches de Grande-Bretagne dont la fortune familiale est estimée à environ £110 millions. Après avoir condamné « l'augmentation dispendieuse » des dépenses sociales et avoir félicité le gouvernement pour avoir changé sa politique « de cadeaux sociaux », Benyon encaisse chaque année £120.000 de subventions grâce aux allocations accordées à ses locataires. Un autre fervent partisan de réductions de l'État-providence est le député conservateur Richard Drax, qui a reçu une allocation logement substantielle de £13.830 en 2013. Tous deux sont de riches bénéficiaires de prestations qui préconisent la réduction des aides de l'Etat aux pauvres.

Une grande partie de secteur public de la Grande-Bretagne est maintenant devenue une source de financement pour les entreprises. Selon le *National Audit Office* (NAO - *Cour des Comptes* - *NdT*), près de la moitié des £187 milliards dépensés par le secteur public en biens et services va désormais aux entrepreneurs privés. Une de ces entreprises était Atos, d'abord engagée en 2005 par le gouvernement travailliste de l'époque pour effectuer des

évaluations de capacités au travail. Son contrat fut renouvelé par la Coalition en Novembre 2010, mais avec beaucoup plus de responsabilités après que le gouvernement a lancé un vaste programme de soi-disant « réformes sociales ». Ce contrat sur cinq ans valait £500 millions, soit £100 millions d'argent public chaque année. En 2012, la NAO a condamné le contrat du gouvernement avec Atos, car les prestations étaient beaucoup trop chers pour le travail effectué. Atos n'avait pas « *systématiquement satisfait à toutes les normes de service spécifiés dans le contrat* », déclare le rapport ; son bilan sur les objectifs atteints était « *médiocre* » ; le gouvernement n'avait pas réclamé « *la réparation financière adéquate pour la mauvaise performance* » ; et la « *gestion du contrat manquait de rigueur* ».

Les personnes handicapées qui avaient besoin d'assistance en étaient dépouillées par Atos. Au cours d'une seule période de trois mois en 2012, 42% des appels contre les décisions d'Atos ont abouti ; mais c'est un processus qui coûte cher pour le contribuable et qui est souvent traumatisant pour le plaignant. Dans le climat de dénigrement des aides sociales d'une Grande-Bretagne soumise à l'austérité, les organismes d'aide aux handicapés ont rapporté que la rhétorique de « pique-assiette » avait provoqué une flambée d'insultes dans la rue envers les personnes handicapées. Mais le comportement d'entreprises privées financées par l'État comme Atos devrait sûrement poser la question de savoir qui sont les véritables profiteurs. Il a fallu attendre Avril 2014 pour que Atos soit forcée d'abandonner le contrat en raison des réactions de plus en plus nombreuses, mais pas avant d'avoir empoché de grosses sommes d'argent public.

Cette redistribution des fonctions essentielles de l'État - dans le cas présent, la distribution des aides aux plus vulnérables de la société - à des entreprises privées qui offrent un service médiocre en échange d'argent public, est une des caractéristiques frappantes du système moderne. Une autre affaire est celle de A4e, une société d'aide au retour à l'emploi poursuivie pour ses mauvaises performances. Selon un ancien entrepreneur d'A4e, l'entreprise se livrait à une « promenade de santé » en ne retenant que les cas faciles et en abandonnant les autres « à leur sort ». Son ancien président Emma Harrison s'est versée un salaire de £8,6 millions payé en dividendes, le tout aux frais des contribuables. En Février, quatre anciens employés d'A4e ont avoué avoir commis des actes de fraude et de contrefaçon en facturant à l'état des services pour des personnes qui n'existaient pas.

En 2012, £4 milliards d'argent des contribuables furent déversés dans les comptes de grandes entreprises privées : Serco, G4S, Atos et Capita. Ce qui a conduit à un rapport accablant de la NAO, que Margaret Hodge, présidente du *Public Accounts Committee*, a résumé ainsi : cette externalisation, a-t-elle conclu, avait créé des « *quasi-monopoles* », l'« *inhibition des dénonciateurs (lanceurs d'alerte – NdT)* », le piégeage des contribuables avec des contrats de longue durée, et de « *nombreux contrats non soumis aux règles de concurrence adéquates* ». G4S avait été engagée pour fournir du personnel de sécurité pour les Jeux Olympiques de 2012 ; quand elle a omis de les fournir, l'Etat – de façon prévisible - a dû intervenir, en mobilisant 3.500 soldats et poussant même le ministre de la Défense de l'époque, Philip Hammond, à remettre publiquement en question son attachement indéfectible au recours au secteur privé pour remplir des fonctions de l'Etat. À la fin de 2013, le *Serious Fraud Office* a lancé une enquête sur Serco et G4S qui avaient surfacturé les contribuables de dizaines de millions de livres pour le suivi électronique des personnes dont certaines avaient quitté le pays ou étaient même décédées. Beaucoup de ces entreprises privées, comme Atos et G4S, paient peu ou pas d'impôt sur les sociétés, même si elles bénéficient des largesses de l'état.

### **La privatisation des chemins de fer était une forme de socialisme pour les riches.**

Une forme de socialisme pour les riches qui est devenue particulièrement célèbre fut celle de la privatisation des chemins de fer. Selon un rapport publié par le *Centre for Research on Socio-Cultural Change (Centre de recherche sur les changements socio-culturels - NdT)*, les dépenses de l'Etat dans les chemins de fer privés était six fois supérieures que les dernières dépenses dans la société nationale *British Rail*. Et pourtant, avec un système privatisé, le matériel roulant étaient remplacé moins souvent, il n'y avait pas assez de places pour accueillir un nombre croissant de passagers, et les billets sont les plus chers d'Europe. Comme l'explique le rapport, l'innovation technologique et l'amélioration ont été lancées ou financées par l'Etat. Au jeu de « pile ils gagnent et face nous perdons », le contribuable assumait les risques tandis que le privé empochait les profits.

Les grandes entreprises bénéficient de l'Etat d'une multitude d'autres façons. Un système coûteux de maintien de

l'ordre défend leurs biens. La privatisation de *Royal Mail (La Poste – NdT)* avait prévu que l'Etat prenne en charge les retraites - nationalisation de la dette, privatisation des profits. L'élite du monde des affaires empêche chaque année près de £10 milliards dépensés en recherche et développement par l'Etat britannique, et les innovations de l'Internet de la technologie derrière l'iPhone proviennent de recherches du secteur public, comme Mariana Mazzucato l'a révélé dans *The Entrepreneurial State*. Les grandes entreprises dépendent d'énormes dépenses en infrastructures : en 2012, la Confédération de l'Industrie Britannique a suggéré que des économies réalisées par la réduction des prestations sociales - le pillage des poches des chômeurs et travailleurs pauvres - pouvaient être réinvesties dans le réseau routier. Et l'Etat éduque à grands frais la population active des grandes entreprises.

Alors que les grandes entreprises bénéficient de tant de largesses de l'Etat, on pourrait s'attendre à une certaine forme de reconnaissance et le paiement d'impôts avec le sourire. Après tout, ce socialisme pour les riches coûte cher. Un chiffre couramment avancé par les défenseurs de l'élite riche est que la tranche des 1% supérieure des contribuables paient un tiers de tous les impôts sur le revenu, mais omettent de préciser que l'impôt sur le revenu ne représente qu'un quart des revenus de l'état, une grande partie du reste provenant de la Sécurité Sociale et d'impôts indirects et indirects payés par la population dans son ensemble. Mais l'évasion fiscale est endémique chez une grande partie de l'élite riche et patronale qui profite des largesses de l'Etat. Alors que la Justice est inflexible pour les délits commis par les pauvres, elle tolère, et facilite même, un comportement beaucoup plus destructeur chez les riches. Comparez les milliards perdus par évasion fiscale aux £1,2 milliards perdues par la fraude aux prestations, qui est devenue le « marronnier » de choix pour la presse de droite.

Tout ce système montre au service de qui est réellement l'Etat. Les quatre grands cabinets de conseil et d'audit - EY, Deloitte, KPMG et PricewaterhouseCoopers (PwC) - ont été critiqués pour leur rôle dans l'évasion fiscale. Leur réponse est révélatrice. « *Nous ne fermons jamais les yeux devant l'évasion fiscale ni ne soutenons l'évasion fiscale,* » jure Steve Varley de EY. « *Fondamentalement, c'est au Parlement de légiférer pour obtenir le résultat voulu... Nous, nous suivons la législation et conseillons nos clients.* »

Mais ce que Varley a comme par hasard omis de mentionner, c'est que les sociétés telles que EY aident à forger la loi, pour ensuite aller conseiller leurs clients sur comment la contourner. « *Nous avons découvert quelque chose qui ressemble à l'histoire du braconnier qui devient garde-chasse puis redevient braconnier* » a déclaré le *Public Accounts Committee* en Avril 2013, « *où des individus conseillent le gouvernement puis retournent à leurs entreprises et conseillent leurs clients sur comment utiliser ces lois pour réduire le montant de leurs impôts* ». C'est une découverte étonnante. Des députés ont conclu que ces cabinets n'offraient pas simplement leur expertise au gouvernement : ils conseillaient les gouvernements sur la législation fiscale, et allaient ensuite expliquer à leurs clients comment contourner les lois qu'ils avaient eux-mêmes contribué à élaborer.

Quand il s'agit de rhétorique, le système actuel rejette avec vigueur l'étatisme. Les partisans de l'intervention de l'Etat sont qualifiés de dinosaures qui devraient sauter dans une machine à remonter de temps et retourner aux discréditées années '70. Et pourtant, l'interventionnisme étatique sévit dans la Grande-Bretagne moderne : mais il ne sévit qu'au profit des riches. Aucun autre phénomène ne résume plus crûment combien la Grande-Bretagne moderne est devenue injuste. La sécurité sociale pour les pauvres est laminée, dépouillée, de plus en plus limitée. Mais les aides aux grandes entreprises et riches particuliers sont distribuées comme jamais auparavant. La question n'est pas simplement de savoir si un tel système est injuste, mais de savoir s'il pourra durer.

Owen Jones

*Traduction "comme toujours, toute ressemblance avec, etc..." par VD pour le Grand Soir avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles.*

»» <http://www.theguardian.com/books/2014/aug/29/socialism-for-the-rich>